



## Lettre ouverte des associations **A.L.P.A.** et **Vegan Society Luxembourg**

### **à la Commissions permanente de l'Agriculture, à la Commission permanente du Développement durable et à la Commission permanente des Institutions et de la Révision constitutionnelle.**

Mesdames, Messieurs,

Suite au débat très lacunaire et , somme toute, décevant, à la Chambre des Députés en réponse aux nombreuses pétitions relatives à la condition animale au Grand-Duché, nous constatons que le gouvernement luxembourgeois n'a pas encore donné suite aux nombreuses revendications pour une meilleure protection des droits des animaux. En attendant l'élaboration d'une loi qui tiendra compte du statut juridique de l'animal dans notre société, nous nous permettons de vous soumettre deux propositions majeures :

➤ **Les droits de l'animal reconnus et protégés dans la constitution :**

Aussi longtemps que nous ne reconnaissons pas la personnalité juridique de l'animal, aussi longtemps que nous ignorons sa dignité inhérente, ses droits égaux et inaliénables à la vie, la liberté et la sécurité en refusant de l'inglober dans notre constitution, il restera difficilement imaginable de pouvoir défendre ses droits devant la loi. Ainsi, nous revendiquons de protéger l'animal par un régime de droit. Car l'article 11bis de la constitution qui dit que « l'Etat promeut la protection et le bien-être des animaux. » ne représente nullement un engagement de l'état envers les animaux, qui , au contraire , sont livrés au quotidien par millions à nos actes de barbarie , qu'elle soit inconsciente ou indifférente.

➤ **Un ressort ministériel propre pour le bien-être de l'animal :**

Il est inadmissible que la reconnaissance du bien-être de l'animal reste soumis aux jugements d'un ministre de l'agriculture ! Le fait que le ministère de l'agriculture englobe le ressort de la protection des animaux, présente surtout des conflits économiques qui sont en contradiction avec une vue réaliste et bien-fondée du bien-être de l'animal. Ce ressort doit faire partie d'un ministère neutre , nullement impliqué dans les atrocités qui vont de pair avec toute forme 'd'exploitation animale'.

**Ces deux revendications permettront au Luxembourg d'ouvrir la voie à une loi pour la protection authentique de l'animal , une approche honnête et cohérente , basant sur ses revendications inhérentes à un état de droit qui devra entraîner finalement d'autres améliorations nécessaires telles que p.ex.:**

❖ **Une promotion de l'alimentation végétarienne, voire végétalienne**

La situation et les pratiques irresponsables dans l'agriculture ne sont plus en aucun cas tolérables, que ce soit pour la production nationale ou pour les produits d'origine animale importés. La promotion d'une alimentation responsable, consciente et moderne, plus saine et écologiquement durable, en un mot: végétale, entraînera en même temps une nouvelle orientation dans ce domaine. Cela vaut aussi bien pour l'alimentation que pour notre mode de vie en général .

- ❖ **Une politique cohérente envers maintes commercialisations qui font preuve d'une maltraitance de l'animal :**

L'interdiction de promouvoir des marchandises interdites à la production au Grand-Duché : Le gavage p.ex. est entre autres interdit au Luxembourg pour cause de cruauté. C'est une contradiction absurde et non-fondée de tolérer sa promotion au Grand-Duché.

- ❖ **La mise en pratique d'une gérance moderne, écologique et scientifique de la faune et de la flore par l'abolition de la chasse qui s'avère être une pratique complètement arriérée et inadmissible au niveau éthique:**

Nous revendiquons la reconnaissance et la promotion de vraies alternatives à la chasse. Il existe maints modèles scientifiquement reconnus et mis en pratique en Europe, montrant depuis plus que 80 années que la chasse est inutile, voire néfaste pour l'environnement en général. Nous revendiquons une étude sérieuse pour la situation luxembourgeoise et un ministère ouvert à de nouvelles méthodes.

- ❖ **L'interdiction de la promotion de spectacles telle que la tauromachie dans les agences de voyage ou autre.**

Il est impensable de torturer au Luxembourg un animal pour une attraction touristique ou culturelle. Le Grand-Duché se doit d'interdire toute promotion pour des spectacles telle que les corridas et autres.

- ❖ **Une évolution de l'image véhiculée de l'animal propre et de ses revendications légitimes dans les médias et dans l'enseignement :**

Nul ne saura s'attendre à des améliorations tant que nous tolérons la ridiculisation de l'animal et de sa souffrance dans les médias, les publicités ou les livres scolaires: représenter un cochon qui commence à se couper lui-même en filets, couteau à la main, témoigne de l'indifférence et du manque d'intelligence sociale de l'auteur de cette absurdité.

- ❖ **Une politique cohérente et honnête dans le contexte de l'expérimentation animale et ouverte aux vraies alternatives en mettant fin , rien que par le principe, à toute forme de barbarie et d'abus intolérables de la médecine, de la cosmétique ou d'autres produits chimiques.**

Dans l'espérance que nos revendications seront prises en considération, nous vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs, nos meilleures salutations.

Contact **Association Luxembourgeoise pour la Protection des Animaux**, association sans but lucratif

Nadine Sulzenbacher, relations publiques  
[alpa@alpa.lu](mailto:alpa@alpa.lu)

29, avenue Monterey L-2163 Luxembourg  
tél. +352 488395

Contact **Vegan Society Luxembourg**, association sans but lucratif

Camille Muller, secrétaire  
[contact@vsl.lu](mailto:contact@vsl.lu)

29, avenue Monterey L-2163 Luxembourg  
tél. +352 661 281 069